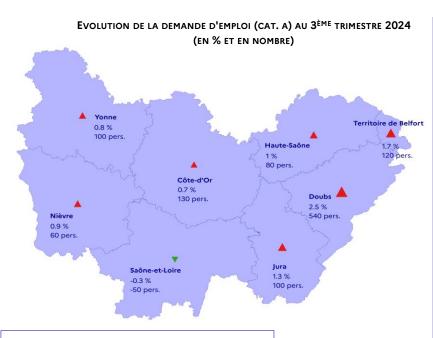


### MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

### DÉPARTEMENT DE LA SAÔNE-ET-LOIRE



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A : + 0,2 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2024

Source: France Travail-Dares, STMT

### CHIFFRES CLÉS

### • DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS

#### (DONNÉES CVS)

Cat. A: **19 510** (- 0,3 % sur un trim.) Cat. B, C: **20 160** (- 0,9 % sur un trim.) Cat. A, B, C: **39 670** (- 0,6 % sur un trim.)

#### TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6.6 % au 2ème trimestre 2024

- 0,1 pt par rapport au 1er Trim. 2024 (France métropolitaine: 7,1 %; -0,1 pt)

#### EMPLOI SALARIÉ

191 480 au 2ème trimestre 2024 - 0,1 % par rapport au 1er Trim. 2024

### RECOURS À L'INTÉRIM

6 480 intérimaires au 2ème trimestre 2024 - 0,2 % par rapport au 1er Trim. 2024

### Au deuxième trimestre 2024

L'emploi salarié (privé et public) diminue légèrement en Saône-et-Loire, avec une perte de 270 emplois par rapport au 1er trimestre 2024 (-0,1 %). Hors intérim, les services marchands enregistrent une baisse de 0,4 % principalement due à une diminution de l'emploi dans l'hébergement et la restauration (-3,1 %) ainsi que dans les transports et entreposage (-0,6 %). L'industrie subit une légère baisse de 0,2 %, avec des secteurs plus impactés comme l'agro-alimentaire et les industries extractives, énergie, eau, déchets. Les effectifs continuent de reculer dans la construction (-0,9 %). Le secteur des services non marchands reste stable (+0,1 %). Sur un an, l'emploi salarié diminue de 0,2 % alors qu'il reste stable au niveau régional. La demande en intérim redémarre dans l'industrie. Les premières remontées indiquent une légère diminution du recours à l'activité partielle par rapport au 1er trimestre. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA est de 9 500, soit une baisse de 6,3 % par rapport à l'année précédente, la plus favorable de la région.

#### Au troisième trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées pour l'activité partielle augmente légèrement par rapport au 2e trimestre. Les défaillances d'entreprises sont en hausse, mais le nombre d'emplois menacés diminue. Sur le marché du travail, la demande d'emploi de catégorie A baisse de 0,3 %, tandis qu'elle augmente nettement au niveau régional. Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories BC) se contracte de 0,9 %. Globalement, la demande d'emploi toutes catégories confondues recule de 0,6 %. Les jeunes voient leur situation se dégrader avec une hausse de 3,8 % des inscrits en catégorie A. Contrairement au niveau régional, le nombre d'inscrits de 25 à 49 ans en catégorie A diminue.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)

de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

3<sup>ème</sup> Trimestre 2024

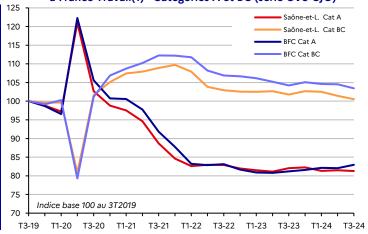
## La demande d'emploi

### Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

#### Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois Var. (en %) sur T3 2024 1 trim. 1 an Saône-et-Loire: Données CVS-CJO 19 510 -0,3 -0,9 Catégorie A Catégories B, C 20 160 -0,9 -1,2 39 670 Catégories A, B, C -0,6 -1,1 Bourgogne-Franche-Comté: Données CVS-CJO Catégorie A 102 190 +1,1 +2,1 Catégories B, C 93 830 -1,0 -0,7 Catégories A, B, C 196 010 0,0 +0,7

Source: France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

### Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	Т3	Var. (en %	6) sur	Var. (en %) sur	
Catégorie A	2024	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	9 940	+0,1	+0,4	+1,5	+3,6
< 25 ans	1 440	+5,9	+3,6	+1,7	+3,1
25 - 49 ans	5 370	-2,2	-1,6	+1,5	+4,0
50 ans et plus	3 120	+1,3	+2,0	+1,5	+2,9
Femmes	9 570	-0,6	-2,2	+0,6	+0,6
< 25 ans	1 310	+1,6	-3,7	-0,4	+0,6
25 - 49 ans	5 220	-1,7	-1,9	+0,5	+0,6
50 ans et plus	3 050	+0,7	-2,2	+1,1	+0,4
Total	19 510	-0,3	-0,9	+1,1	+2,1
< 25 ans	2 750	+3,8	+0,4	+0,7	+2,0
25 - 49 ans	10 590	-1,9	-1,8	+1,0	+2,4
50 ans et plus	6 170	+0,8	0,0	+1,4	+1,7

Données CVS-CJO	Sać	ne-et-Loi	re	BFC	
	Т3	Var. (en	Var. (en %) sur		%) sur
Catégories A, B, C	2024	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Hommes	18 960	-0,4	-0,1	+0,2	+2,0
< 25 ans	2 600	+2,0	+1,2	+0,1	+2,0
25 - 49 ans	10 860	-1,5	-1,5	-0,2	+1,5
50 ans et plus	5 500	+0,7	+2,4	+0,9	+2,8
Femmes	20 710	-0,8	-2,0	-0,1	-0,4
< 25 ans	2 450	-0,8	-3,9	+0,2	+1,0
25 - 49 ans	11 520	-1,6	-2,9	-0,3	-1,0
50 ans et plus	6 730	+0,4	0,0	+0,4	+0,1
Total	39 670	-0,6	-1,1	0,0	+0,7
< 25 ans	5 050	+0,6	-1,4	+0,1	+1,5
25 - 49 ans	22 380	-1,5	-2,2	-0,2	+0,3
50 ans et plus	12 230	+0,6	+1,1	+0,6	+1,4
'		•	•	•	•

Source: France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur France Travail.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

#### Les catégories de demandeurs d'emploi :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois);
- catégorie C: demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois);
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

## Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	Т3	Var. (er	n %) sur	Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C	2024	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	21 480	-1,1	-1,8	-0,2	+1,4
DELD:					
1 à 2 ans	7 890	-0,4	+2,6	+0,2	+3,3
2 à 3 ans	3 690	+3,7	+7,0	+3,2	+3,4
3 ans et plus	6 610	-1,5	-6,8	-1,0	-5,8
Total DELD	18 180	-0,1	-0,3	+0,4	-0,1
Part des DELD	45,8%	+0,2 pt	+0,3 pt	+0,2 pt	-0,3 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

### Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2	Moyenne annuelle		
	2024	2024	2023	
Assurance chômage	16 490	17 200	18 200	
Solidarité - Etat	1 650	1 670	1 760	
Autres	460	480	500	
Total DE indemnisés	18 600	19 350	20 460	
Formation	1 050	1 140	740	
Part des DE indemnisés* :				
Saône-et-Loire	44,2%			
BFC	46,4%			

Source : France Travail

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois

## Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Saône-et-Loire		BFC			
	Т3	Var. an	Var. annuelle Var. an		nnuelle	
	2024	en nbre	en %	en nbre	en %	
Catégories A, B, C						
Fin de contrat	901	+3	+0,3	+74	+1,6	
Fin de mission d'intérim	360	+1	+0,4	-84	-4,8	
Démission	261	-13	-4,6	-19	-1,4	
Rupture conventionnelle	242	-15	-5,7	-14	-1,1	
Licenc. économique	72	+16	+27,6	+152	+50,9	
Autre licenciement	217	+2	+0,8	+34	+2,8	
Première entrée <sup>(1)</sup>	218	-17	-7,2	-74	-5,5	
Retour d'inactivité <sup>(2)</sup>	702	-152	-17,8	-605	-13,7	
Réinscription rapide <sup>(3)</sup>	756	+4	+0,5	-96	-2,6	
Autre motif <sup>(4)</sup>	270	+4	+1,4	+137	+10,2	
Motif indéterminé	384	+11	+2,9	+20	+1,1	
Total	4 385	-157	-3,4	-475	-2,1	

<sup>(1)</sup> Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

## Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Sad	ône-et-Loi	ire	BF	C
	Т3	Var. an	nuelle	Var. an	nuelle
	2024	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré <sup>(1)</sup>	455	-95	-17,3	-437	-15,2
Entrée en stage ou formation	451	-9	-2,0	-57	-2,4
Arrêt de recherche**	391	-32	-7,6	-110	-5,8
dont maladie	235	-18	-7,2	-37	-3,3
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	1 877	+14	+0,8	-5	0,0
Radiation administrative	447	+68	+17,8	+12	+0,6
Autre cas <sup>(2)</sup>	367	+25	+7,4	-40	-2,2
Total	3 987	-29	-0,7	-636	-3,1

<sup>\*\*</sup>Maternité, maladie, retraite...

<sup>\*</sup>Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

<sup>(2)</sup> Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

<sup>(3)</sup> Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut

d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

<sup>(4)</sup> Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

<sup>(1)</sup> Uniquement celles connues de France Travail.

<sup>(2)</sup> Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.



## La demande d'emploi par territoire\*

#### \* Définition Arrondissements

### Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO	Т3	Var (an %) sur		T3 Var. (en %) sur		art (en %) de	rt (en %) des	
Catégorie A	2024	vai. (Ci	1 70) 301	Femmes	-25 ans	Seniors		
		1 Trim.	1 an					
Autun	5 350	+1,7	+2,7	47,7	13,6	32,5		
Chalon-sur-Saône	5 820	-1,2	-1,0	50,7	14,1	30,1		
Charolles	2 340	-0,4	-4,5	47,0	14,5	36,3		
Louhans	1 880	-1,1	-6,5	51,1	14,4	34,0		
Mâcon	4 110	-1,4	-0,7	48,9	14,4	28,7		
Saône-et-Loire	19 510	-0,3	-0,9	49,1	14,1	31,6		

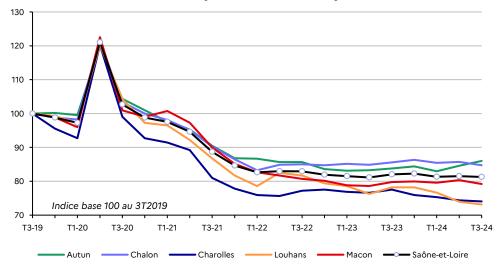
Indicateur de chômage\* 10,4 8,2 6,7 6,5 7,9 8,2

Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

Source: France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

### Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données cvs-cjo)



# Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

## Les flux d'entrées et de sorties

Données CVS-CJO	Т3	Var. (en %) sur			Plus d'un an	
Catégories A, B, C	2024			Т3	Var. (eı	n %) sur
		1 Trim.	1 an	2024	1 Trim.	1 an
Autun	9 850	-0,3	-0,9	4 670	0,0	-1,3
Chalon-sur-Saône	12 000	-1,1	-0,6	5 560	+0,2	+0,2
Charolles	4 970	+0,4	-3,3	2 330	+0,9	+1,7
Louhans	4 110	-0,5	-1,9	1 780	-1,1	-1,1
Mâcon	8 730	-1,0	-0,5	3 840	-0,5	-0,8
Saône-et-Loire	39 670	-0,6	-1,1	18 180	-0,1	-0,3

Enti	rées	Sorties		
en Cat.	A, B, C	en Cat.	A, B, C	
Nombre	Evol. (%)	Nombre	Evol. (%)	
	Trim.		Trim.	
930	-3,1	930	-4,1	
1 120	-9,7	1 130	-6,6	
470	-7,8	450	-10,0	
380	-9,5	380	-11,6	
860	-9,5	910	-2,2	
3 760	-8,1	3 790	-6,2	

Source: France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

#### Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2025.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

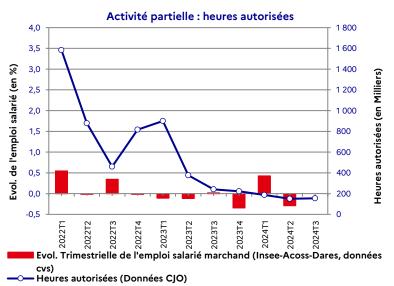
<sup>\*</sup> Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2021

### Activité partielle

Données CJO*		Saône-e	t-Loire
Heures autorisées		T2 2024	T3 2024
Nombre	de demandes en cours	60	51
Volume d'heures autorisées		150 309	154 644
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	138 424	135 405
	Construction	5 856	9 967
	Commerce	2 102	75
	Services	3 927	9 197
Etablisse	ments autorisés	57	48
dont :	étabs de 50 sal. et plus	14	12
Nombre de salariés concernés**		2 048	1 939
Total heu	res autorisées 12 mois glissés	800 650	714 837



<sup>\*</sup> corrigées des effets des jours ouvrables

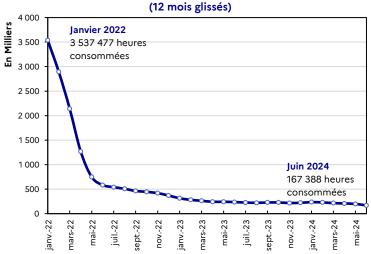




Source: DARES/Dreets BFC

<u>Avertissement</u>: Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

### Activité partielle : évolution des heures consommées



### Créations d'entreprises

Données brutes		Saône	e-et-Loire
Créations d'entreprises		T3 2024	Evol./T3 2023
			(en %)
Nombre	de créations d'entreprises	1 566	+6,0
dont :	Entreprises individuelles	180	-12,6
	Micro-entrepreneurs	1 046	+5,1
	Sociétés	340	+22,7
Cumul sur 12 mois glissés		6 346	+5,4
Nombre	de créations d'entreprises		
hors mici	ro-entrepreneurs	520	+7,7
Cumul sur 12 mois glissés		2 236	+4,5

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations

Pour en savoir plus : <a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation">https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation</a>.

### Défaillances d'entreprises

		Saône-	et-Loire
Ouvertures de procédures		T3 2024	Evol./T3 2023
			(en %)
Nombre o	d'ouvertures de procédures	103	+10,8
dont :	Sauvegardes	s	s
	Redressements judiciaires	24	0,0
	Liquidations judiciaires directes	79	+17,9
Nombre o	d'emplois menacés	249	-18,6
dont :	Agriculture	S	S
	Industrie	31	-58,7
	Construction	74	+111,4
	Commerce	38	+31,0
	Services	104	-37,3
Total des	ouvertures sur 12 mois glissés	459	+23,7

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s.: non significatif s : secret statistique

<sup>\*\*</sup> en moyenne sur le trimestre

<sup>\*</sup> un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.
\*\* en moyenne sur le trimestre



### Effectifs salariés par secteur d'activité

#### Avertissement:

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi\_note-methodo\_mai\_2022.pdf

Saône-et-Loire		Emploi y compris intérim (1)								
2 <sup>ème</sup> trimestre 2024	Nombre		Evol	ution		Nombre	Evolution			
(Données CVS)	de	Trimes	trielle	Annu	elle	de	Trimes	trielle	Annu	elle
	salariés	en nbre	en %	en nbre	en %	salariés	en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	3 570	-10	-0,3	-20	-0,5	3 600	-10	-0,3	-20	-0,6
Industrie	34 280	-80	-0,2	+300	+0,9	37 880	-30	-0,1	+150	+0,4
Industrie agro-alimentaire	5 870	-80	-1,3	-60	-1,0	6 590	-70	-1,1	-120	-1,8
Industries extractrives, énergie, eau, déchets	2 260	-30	-1,3	0	-0,0	2 390	-30	-1,1	-10	-0,3
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 420	0	-0,0	-10	-0,2	5 020	-70	-1,4	-130	-2,5
Matériels de transport	2 730	0	+0,0	+150	+5,9	3 090	-10	-0,4	+100	+3,3
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie,)	18 980	+20	+0,1	+220	+1,2	20 780	+150	+0,7	+310	+1,5
Construction	11 150	-100	-0,9	-270	-2,4	12 160	-60	-0,5	-300	-2,4
Commerce ; réparation auto.	26 030	0	+0,0	+10	+0,0	26 390	-30	-0,1	-70	-0,3
Services marchands	45 390	-160	-0,4	+130	+0,3	47 080	-230	-0,5	+10	+0,0
Transports et entreposage	10 620	-60	-0,6	-170	-1,5	11 490	-70	-0,6	-160	-1,4
Hébergement et restauration	6 950	-220	-3,1	-60	-0,9	7 010	-220	-3,1	-60	-0,8
Information et communication	1 300	+20	+1,2	+10	+1,1	1 320	+10	+1,1	+10	+1,0
Services financiers	3 370	-30	-0,9	+60	+1,7	3 380	-40	-1,1	+60	+1,7
Services immobiliers	1 390	-30	-1,8	-100	-6,5	1 400	-20	-1,7	-90	-6,1
Services aux entreprises	14 620	+100	+0,7	+230	+1,6	15 320	+50	+0,3	+100	+0,6
Services aux ménages	7 150	+60	+0,8	+150	+2,2	7 170	+60	+0,9	+150	+2,1
Services non marchands	64 230	+90	+0,1	-60	-0,1	64 380	+90	+0,1	-80	-0,1
Ensemble	184 640	-260	-0,1	+90	+0,0	191 480	-270	-0,1	-310	-0,2

Champ: emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi: Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim: Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

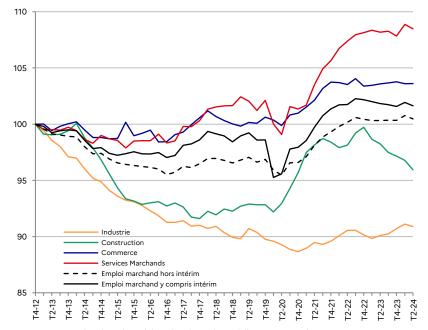
Traitement: Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

### Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

#### • dans les secteurs d'activité du département

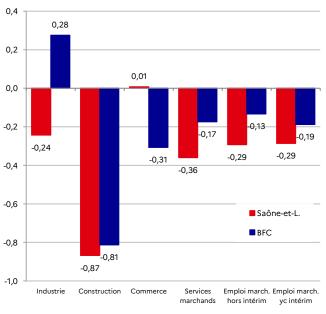
(base 100 au 31/12/2012)



### Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

### • dans le département et au niveau régional

(entre le  $1^{er}$  et le  $2^{eme}$  trim. 2024, en %)



## Le recours à l'intérim

### Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Saône-et-Loire	Intérimaires en fin de trimestre <sup>(1)</sup>			Recours à	ı l'intérim <sup>(2)</sup>		temps plein e ur le trimestre	Durée moyenne des missions <sup>(4)</sup>		
2 <sup>ème</sup> trimestre 2024		Evol	ution	Taux	Evol.		Evolution		au cours du	Evolution
(Données CVS)	Nombre	Trim.	Annuelle	(en %)	annuelle	Nombre	Trim.	Annuelle	trimestre	sur 1 an
		(en %)	(en %)	(CII 76)	(en points)		(en %)	(en %)	(en semaines)	(en pt)
Agriculture	50	+10,4	+12,4	1,3	+0,1	50	+25,0	+25,0	2,0	-0,3
Industrie	3 150	+2,1	-8,6	8,4	-0,8	3 090	+3,3	-9,9	3,0	+0,3
Construction	1 050	0,0	-4,5	8,6	-0,2	950	-9,5	-16,7	3,0	-0,4
Commerce	460	-3,4	-9,6	1,7	-0,2	490	0,0	-5,8	1,2	-0,3
Services	1 770	-3,7	-8,1	3,8	-0,3	1 830	-3,2	-9,0	1,4	+0,1
Ensemble	6 480	-0,2	-7,7	5,1	-0,4	6 410	-0,8	-10,1	2,2	0,0

Note: Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

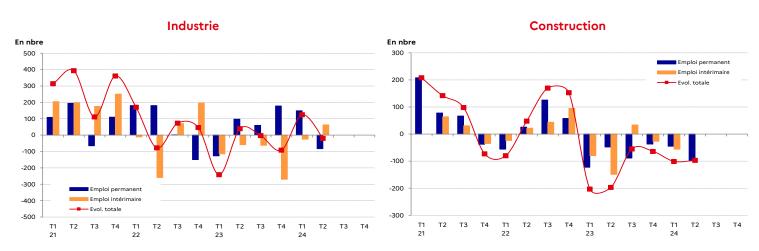
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

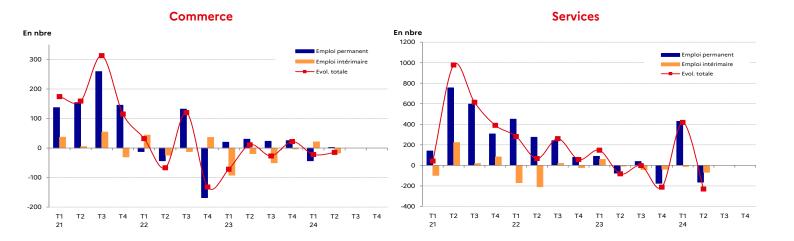
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

### Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité





Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange) Sources : Acoss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

## Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Saône-et-Loire		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2ème trimestre 2024						
Embauches		1 692	805	3 702	27 720	33 919
Répartition en %		5,0	2,4	10,9	81, <i>7</i>	100,0
dont en % :	CDD	56,0	46,6	69,6	89,3	84,5
	< 25 ans	33,7	26,7	49,8	23,6	27,0
	25 - 49 ans	48,3	54,5	33,7	48,3	46,9
	50 - 54 ans	6,3	5,2	4,5	9,1	8,4
	55 ans ou plus	9,0	8,6	11,3	17,7	16,4
	Femmes	40,4	9,1	59,6	64,4	61,3
Sorties		1 803	916	3 672	27 419	33 810
Répartition en %		5,3	2,7	10,8	80,8	100,0
dont en % : F	ins de CDD	29,1	28,2	52,8	85,1	77,0
do	nt CDD < 1 mois	42,7	23,3	66,6	90,6	87,2
	Demissions	27,1	29,5	21,5	6,4	9,8
Licenciemer	its économiques	3,4	1,4	1,1	0,4	0,6
Licenc. no	on économiques	12,8	14,5	7,2	2,6	4,0
	Retraite	8,6	5,0	2,3	0,9	1,6
Ruptures C	Conventionnelles	6,2	9,2	3,7	1,0	1,8
< 25 ans		24,1	26,0	44,5	22,3	24,9
25 - 49 ans		45,3	52,4	35,3	48,4	47,0
50 - 54 ans		7,9	5,3	5,0	9,3	8,7
	55 ans ou plus	21,2	13,3	14,5	18,8	18,3
	Femmes	36,2	10,4	59,6	64,3	60,8

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

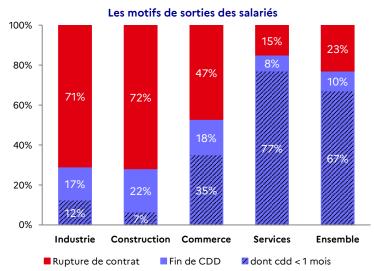
#### Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus : https://dares.travailemploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-

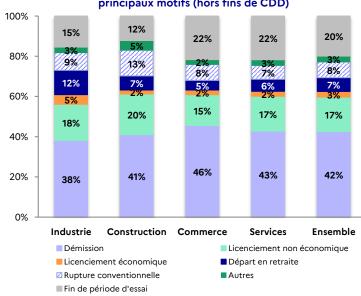
main-doeuvre

Lecture: Au 2ème trimestre 2024 parmi les embauches dans l'industrie 56 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 3,4 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,6 % tous secteurs confondus



Lecture : dans le commerce, 35 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

#### Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 38 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Saô 2ème trimest	ne-et-Loire re 2024	< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans	Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,6 % ont signé
Actifs en emp	oloi (en %)	10,3	57,0	14,2	18,5	52,3	29,7	un CDD.
Embauches		9 170	15 897	2 837	5 557	20 803	5 925	
dont en % :	CDD	85,7	81,4	86,5	91,6	88,6	89,1	
Sorties		8 413	15 876	2 937	6 201	20 568	5 325	
dont en % :	Fins de CDD	75,5	76,3	79,7	80,2	82,6	81,4	
	dont CDD < 1 mois	81,8	<i>87,7</i>	91,2	91,8	89,4	86,8	
	Demissions	11,0	11,6	8,1	3,7	7,4	8,2	
Licenc	iements économiques	0,1	0,7	0,9	1,1	0,5	0,1	
Lice	enc. non économiques	5,7	3,5	3,8	2,8	3,0	4,0	
	Retraite	0,0	0,0	0,0	8,5	1,1	0,0	
Rupti	ures Conventionnelles	0,8	2,6	2,1	0,9	1,4	0,5	

Source: Dares, MMO; Insee-RP 2021, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

## L'emploi frontalier

### Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 <sup>ème</sup> trimestre 2024	Actifs	ı	Emploi salarié (y compris intérim)				Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)					
	occupés RP	Effectif (en	n <b>Part</b> (en %)	Evol.	Evol. Annuelle		Effectif (en	Part	Evol.	Evol. A	nnuelle	
	2021	nbre)		Trim. (en %)	en nbre	en %	nbre)	(en %)	Trim. (en %)	en nbre	en %	
Côte d'Or	250 359	222 830	22,4	+0,1	+1 820	+0,8	248	0,5	+6,0	+29	+13,2	
Doubs	254 900	199 810	20,1	+0,2	+880	+0,4	33 883	70,7	+1,4	+1 211	+3,7	
Jura	116 590	87 870	8,8	-0,5	-410	-0,5	7 950	16,6	+1,7	+324	+4,2	
Nièvre	80 648	64 610	6,5	-0,2	-230	-0,4	27	0,1	+8,0	+8	+42,1	
Haute-Saône	104 664	69 300	7,0	-0,3	-580	-0,8	797	1,7	+3,0	+77	+10,7	
Saône-et-Loire	238 264	191 480	19,2	-0,1	-310	-0,2	247	0,5	+5,1	+20	+8,8	
Yonne	145 199	109 660	11,0	-0,3	-700	-0,6	33	0,1	+6,5	+8	+32,0	
Territoire de Belfort	64 290	49 140	4,9	+0,0	-130	-0,3	4 732	9,9	+0,9	+171	+3,7	
BFC	1 254 913	994 710	100,0	-0,1	+340	+0,0	47 917	100,0	+1,5	+1 848	+4,0	

Sources: INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS); Office Fédéral de la Statistique

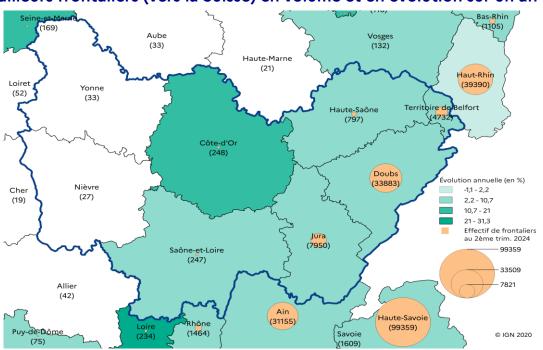
## Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

### Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture: L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 3,7 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 883 travailleurs frontaliers vers la Suisse. Champ: Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique



## Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

### Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Saĉ	ne-et-Lo	oire	BFC
	Т3	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	2024	cumul 23	cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions	s):			
PEC dont :	129	303	-23,5	-33,9
jeunes	48	94	-27,7	-36,9
seniors	37	98	-19,7	-26,5
bénéficiaires RSA	13	34	-20,9	-17,6
DELD	63	165	-21,8	-33,7
TH	25	68	-11,7	-29,7
résidents QPV	11	21	+5,0	+2,8
résidents ZRR	62	159	-30,0	-41,5
éducation nationale	13	16	-30,4	-21,9
CIE Jeunes	s	76	-66,2	-75,2
Mesures d'accompagnement	:			
PACEA	596	1 654	+5,3	-4,4
dt résidents QPV	54	185	+4,5	+9,1
CEJ*	528	1 670	-4,2	-0,2
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	32	87	+20,8	+3,9
Alternance:				
Contrat apprentissage (au 2	T2024)			
- secteur public	s	s	s	+100,0
- secteur privé	179	431	-2,7	-0,4

<sup>\*</sup> Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

# Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

T1 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 2023
330	330	-14,7
460	460	+13,9
265	265	-7,3
162	162	-17,3
156	156	-1,3
449	449	-0,4
351	351	-6,9
115	115	-14,8
2 288	2 288	-4,4
	330 460 265 162 156 449 351	2024     2024       330     330       460     460       265     265       162     162       156     156       449     349       351     351       115     115

## Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle	Saôi	ne-et-Loire	BFC
Données provisoires	T3 Var.(%)/		Var.(%)/
	2024	trim. année	trim. année
		précédente	précédente
Contrats aidés (conventions	initiales + av	enants):	
PEC	297	-2,0	-11,1
Mesures d'accompagnement	:		
PACEA	2 170	-13,8	-15,7
CEJ*	949	+12,9	+9,8
IAE (au 1T 2043)	1 523	+1,8	-1,7

De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

#### Il est d'usage de distinguer :

- Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

<u>Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES (travail-emploi.gouv.fr)</u>

#### Sources des tableaux :

#### Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté,i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock:

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

<sup>\*\*</sup> Données arrêtées à la semaine 39

s : secret statistique

## Les prestations de solidarité et d'insertion

### Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

	RSA		Prime d'a	activité	AA	Н	ASS (au 1T 2024)	
2 <sup>ème</sup> trimestre 2024	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
données brutes provisoires	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
Côte d'Or	9 627	-0,9	37 673	-2,7	9 137	+4,6	1 383	-8,0
Doubs	12 320	-0,7	32 663	-4,0	10 493	+1,4	1 453	-11,0
Jura	3 413	-3,1	15 150	-4,8	5 570	+3,1	567	-7,1
Nièvre	5 680	+0,4	13 397	-3,2	6 497	+2,1	703	-4,5
Haute-Saône	3 947	-0,8	14 873	-4,1	5 920	+5,7	853	-6,9
Saône-et-Loire	9 483	-6,3	35 847	-4,6	12 710	+4,4	1 683	-11,2
Yonne	8 693	-0,5	22 520	-3,6	7 860	+1,1	1 080	-7,2
Territoire de Belfort	4 070	-4,2	9 380	-4,2	2 723	+9,2	583	-6,9
BFC	57 233	-2,0	181 503	-3,8	60 910	+3,4	8 305	-8,6

<sup>\*</sup> Moyenne trimestrielle.

#### - RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ: France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

#### - AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

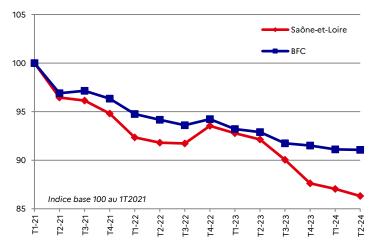
Champ: France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

#### - ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

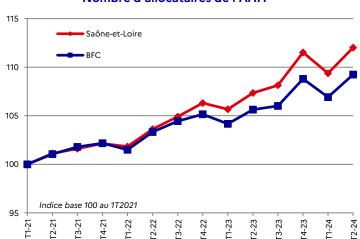
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources: Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES; MSA; France Travail, FNA.

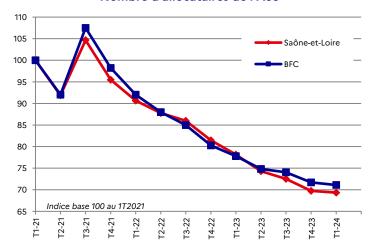
### Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



#### Nombre d'allocataires de l'AAH



### Nombre d'allocataires de l'ASS



### Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

